

RÉVISION DE LA LOI MINIÈRE

Le président de l'ANPM est confiant

La révision de l'actuelle loi minière, en vigueur depuis 2001, représente de bons augures, selon le président de l'Agence nationale du patrimoine minier (ANPM). Ayant présidé hier la 41^e séance publique d'adjudication de titres miniers d'exploration, Hocine Anane s'est montré confiant concernant le développement du secteur.

Chérif Bennaceur Alger - (Le Soir) - Un secteur qui à la faveur de la révision de la loi n° 01-10 du 3 juillet 2001 devrait bénéficier d'«une nouvelle impulsion pour en faire un élément significatif pour l'équilibre de la répartition régionale de l'effort national de développement économique et social», relève-t-il.

Et ce, d'autant que cette autorité devrait être reconsolidée, le projet de loi en voie d'adoption parlementaire prévoyant la création d'une Agence nationale des activités minières (ANAM) et de l'Agence du service géologique d'Algérie (ASGA) par le

biais de la restructuration de l'ANPM et de l'Agence nationale de géologie et du contrôle minier (ANGCM). A ce propos, M. Anane a assuré du maintien et renforcement substantiel des prérogatives actuelles de l'ANPM. Ainsi, l'Agence devrait élargir ses activités liées notamment à la gestion du cadastre, la gestion des titres et autorisations miniers d'exploration et d'exploitation (quelque 2000 titres), le règlement des litiges, l'assistance aux investisseurs ainsi que la promotion du patrimoine actuel ou potentiel, au contrôle des activités minières à travers l'adjonction de la police des

mines. Au-delà des modifications prévues par le projet et des transformations que le Parlement agréera en fin de compte, l'on écarte ainsi toute remise en cause du rôle de cette agence dans la promotion du domaine minier et l'on rassure tacitement quant aux perspectives en matière d'attractivité de l'investissement, création de richesses et de postes d'emplois, génération de recettes d'exportation et meilleure valorisation du domaine minier.

Quant à cette séance publique, ouverte dans le cadre de l'appel d'offres national et international n°4/2013 lancé en décembre dernier par l'ANPM, l'opportunité s'offrait de mettre en adjudication 26 gîtes miniers pour exploration, répartis à travers 15 wilayas. Il s'agit de 13 gîtes de calcaires destinés à la fabrication de granulats et sables concasés, 11 gîtes d'argiles destinés à la

production de produits rouges, 1 gîte de gypse pour la production de plâtre et 1 gîte de grès pour verrerie. Ces sites de substances minérales industrielles destinées notamment à la construction et travaux publics ont suscité un engouement avéré des soumissionnaires et investisseurs de droit algérien, principalement des Pme. Ainsi, quatre-vingt-quinze offres techniques, certaines ciblant le même site minier, ont été reçues hier au siège de l'ANPM et ont été traitées durant toute la journée par le bureau d'adjudication, constitué par le conseil d'administration de l'Agence.

Un nombre important d'offres techniques ont été déclarées «recevables pour instruction» tandis que plusieurs plis ont été rejetés pour non-conformité aux dispositions du cahier des charges, absence de documents et pièces requis ou incohérences... Notons qu'outre les

documents administratifs requis par le cahier des charges, le soumissionnaire devait préciser ses capacités techniques et financières, la nature et consistance des travaux projetés, un aperçu du contenu de la méthodologie des études de mise en valeur du gîte, le planning de réalisation, le niveau de maturation du projet et un engagement à démarrer les travaux prévus dans un délai de trois mois après l'attribution du permis d'exploration. Les offres techniques recevables seront toutefois traitées sur le fond par une commission ad-hoc qui devra statuer d'ici le 19 janvier 2014 sur l'éligibilité ou non des soumissionnaires retenus en phase technique à présenter des offres financières. Des offres financières dont la présentation est prévue le 27 janvier 2014 en séance publique et qui sont limitées à une seule offre par site et un maximum de deux sites pour une

ABDELATIF BABA AHMED :

«Le Cnapest brandit la menace de la grève alors qu'il a plus qu'il n'en a demandé»

Répondant aux questions des journalistes concernant les menaces de grève brandies par le Cnapest, qui impute la situation au ministre de l'Education nationale qui n'aurait pas tenu ses engagements, celui-ci, qui était en visite d'inspection hier à Bouira, a déclaré que «le Cnapest a eu plus qu'il n'en a demandé». Outre cela, le ministre dira que ce qui est étrange est le fait que ce syndicat menace d'entamer une grève alors que les portes du dialogue au niveau du ministère ne sont jamais fermées.

Par ailleurs et au sujet de l'enseignement de tamazight à l'échelle nationale, le ministre dira que son département met tout ce qui est en son possible pour promouvoir cette

langue et son enseignement mais, qu'à l'heure actuelle, il ne pourra pas se prononcer sur la généralisation de son enseignement sur l'ensemble du territoire national pour la simple rai-

son qu'il ne dispose pas de données techniques en termes d'encadrement pour en faire un engagement. Revenant sur les problèmes soulevés par certains corps de l'éducation

nationale, à l'exemple des professeurs, ou encore les professeurs d'orientation scolaire, les adjoints d'éducation, etc. ; le ministre dira que dans le secteur de l'éducation, ils sont plus de 34 catégories et pour chacune d'elles, le ministère fait tout son possible auprès de la Fonction publique pour améliorer leur statut mais que cela prend beaucoup de temps. Cela étant, rappelons qu'au cours de cette visite, le ministre a eu

à inaugurer trois lycées, deux CEM et une école primaire et à lancer les travaux d'un autre lycée, qui viennent s'ajouter aux 530 écoles, 120 CEM et 49 lycées déjà existants.

Des infrastructures qui permettent au secteur de l'éducation d'être serein pour les prochaines rentrées scolaires puisque aujourd'hui, certains établissements sont à 30-40 % seulement de leur capacité d'accueil.

Y. Y.

IL RÉITÈRE SA REVENDICATION À L'APPROCHE DE LA CÉLÉBRATION DE L'ÉVÉNEMENT

Le HCA demande l'officialisation de Yennayer

Le Haut Commissariat à l'amazighité (HCA) continue de revendiquer l'officialisation de Yennayer, le premier jour de l'an berbère qui coïncide avec le 12 janvier de chaque année. Le HCA appelle aussi le ministère de l'Education nationale à généraliser l'enseignement de la langue amazighe dans les établissements scolaires à partir de la première année primaire.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) - Assad El Hachemi, président du HCA qui était hier l'invité du forum du quotidien DK News, estime que la culture amazighe a fait beaucoup de progrès après des années de lutte. Cependant, beaucoup reste à faire également.

L'institutionnalisation de la langue amazighe est un grand pas, reconnaît le président du

HCA qui estime que la lutte n'est pas terminée à ce niveau. Ce dernier revendique la nationalisation de la langue amazighe. «Notre combat va dans ce sens», a-t-il soutenu.

M. Assad appelle le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales à revoir et à modifier l'ordonnance 63/278 qui donne la liste officielle des dates légales à célébrer en Algérie. «Le

ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales doit revoir cette ordonnance pour faire de Yennayer une date officielle ou instaurer une deuxième liste de classement de patrimoine national», a soutenu le conférencier qui propose aussi que cette date soit inscrite dans le patrimoine universel de l'Unesco.

Evoquant l'introduction de la langue amazighe dans le système éducatif depuis la grève du cartable de 1995 avec plus d'un million d'élèves ayant boycotté l'école, le HCA souhaite que l'enseignement de la langue amazighe soit obligatoire et non optionnel comme c'est actuellement le cas dès la première année primaire. Et pas seulement, la généralisation de

cette langue fait également partie des revendications de cette institution car actuellement seules 11 wilayas ont intégré l'enseignement de cette langue dans les établissements primaires dont ceux de la capitale ne figurent pas.

Le HCA interpelle aussi le ministère de l'Education nationale afin de faire une halte après 18 années d'enseignement de la langue amazighe pour faire un bilan d'évaluation.

Il propose aussi de l'intégrer dans l'examen de la 5^e année primaire. Le HCA rappelle, par ailleurs, que cette année, la célébration de Yennayer se fera dans la wilaya de Tebessa.

S. A.

IL EST ARRIVÉ HIER À ALGER APRÈS ONZE MOIS DE DÉTENTION AU MAROC

Khoualed Islam arrive sous haute escorte policière

Ambiance particulière à l'aéroport international d'Alger. L'arrivée à bord de l'avion de la RAM (Royal Air Maroc) du jeune athlète algérien Islam Khoualed a constitué le grand événement du jour. Un événement marqué par une présence policière significative.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est vers les coups de 14 heures, plus exactement à 13h48mn, que le jeune Khoualed a foulé le sol algérien après 11 mois de détention dans un centre de sauvegarde de l'enfance à Agadir (sud du Maroc). Les formalités douanières finalisées, le jeune Khoualed a été aussitôt escorté par les services de sécurité qui, en la circonstance, ont empêché le monde de la presse se rapprocher de lui. Il est à noter que le jeune Algérien était accompagné de son père et de son avocat. Islam Khoualed, âgé de 15, ans a obtenu lundi dernier une autorisation de sortie, délivrée par le bureau des étrangers de la préfecture de police de la ville d'Agadir, à l'attention des autorités portuaires, lui

permettant de quitter le Maroc. Le consulat général d'Algérie à Casablanca a, de son côté, procédé à la prorogation de son passeport qui a expiré durant sa détention. Le jeune rameur avait été libéré et remis à son père en présence de l'avocat de la famille, M^e Sellam Khaled vendredi dernier.

Il purgeait la peine d'une année de prison ferme assortie d'une amende de 40 000 dirhams de dommages et intérêts suite à un jugement du tribunal de première instance d'Agadir le 19 mars 2013 puis confirmé par la chambre criminelle de la Cour d'appel de cette même ville le 6 mai de la même année pour «atteinte à la pudeur contre un mineur». Le retour au pays du jeune Khoualed a fait

réagir les autorités algériennes qui, par le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani, a indiqué que «l'Algérie se réjouit du retour hier au pays du jeune athlète algérien, Khoualed Islam». «Nous nous réjouissons du retour en Algérie de notre jeune compatriote.

A cette occasion, nous tenons à saluer l'endurance remarquable dont il a fait preuve tout au long de la douloureuse épreuve qu'il a dû subir dans ce pays voisin», a affirmé le porte-parole du MAE. «Je rappelle que le gouvernement algérien avait exprimé ses vifs regrets à la suite du lourd verdict prononcé le 19 mars 2013 par le tribunal de première instance d'Agadir, alors que les éléments du dossier et surtout l'absence de caractérisation des faits reprochés à notre jeune compatriote plaidaient en faveur de son acquittement», a-t-il ajouté.

M. Belani a également rappelé que «de nombreux efforts ont été



Photo : Samir Sid

Islam Khoualed à son arrivée à Alger.

consentis en vue de trouver une issue heureuse à cette pénible affaire, mais cette sentence disproportionnée, qui a été confirmée le 6 mai 2013 par la chambre criminelle de la Cour d'appel d'Agadir, a eu pour effet

de maintenir le jeune Islam dans un centre où il a purgé les 4/5 d'une peine injustement infligée et elle amène tout naturellement nombre d'observateurs à remettre l'équité de ce procès en question». L'athlète, qui participait à un entraînement avec l'équipe nationale de voile, avait vu sa condamnation confirmée le 6 mai 2013 par la chambre criminelle de la Cour d'appel de cette même ville. Le jugement avait été rendu devant sa famille et en présence de ses deux avocats, l'Algérien M^e Sellam Khaled et le Marocain M^e Chahbi Mohamed. Les autorités algériennes avaient fait part de leur «profond regret» suite à la décision de la chambre criminelle de la Cour d'appel d'Agadir, «confirmant une peine aussi lourde (...)». M. Belani avait souligné que «les éléments du dossier et l'absence de constitution et de caractérisation des faits allégués laissaient supposer une relaxe».

A. B.